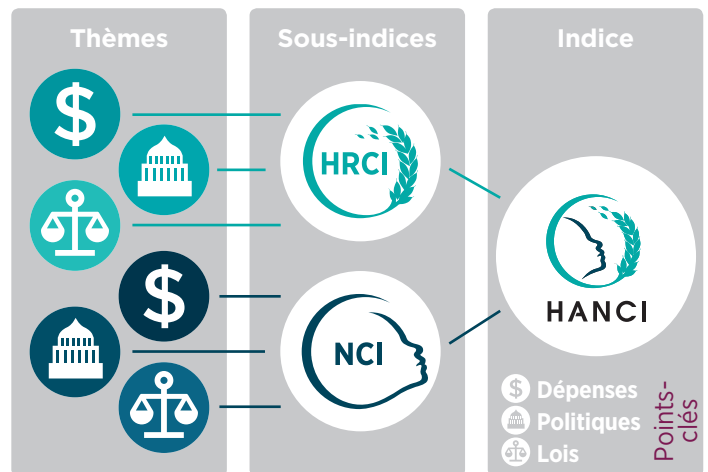
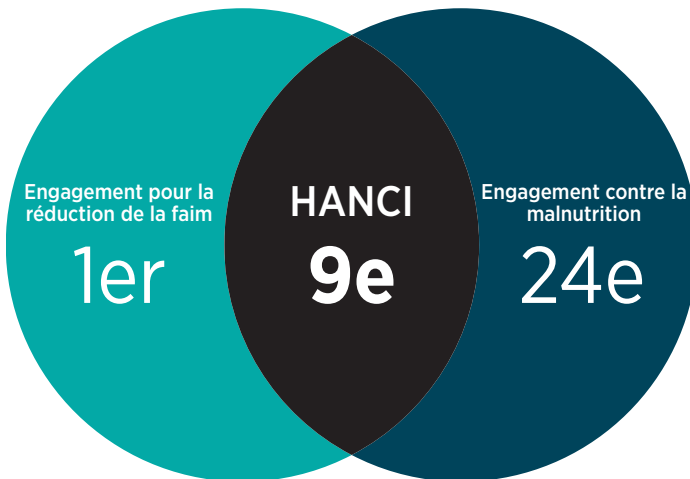


**Tunisie: Données clés**



Taux actuels de **d'émaciation** : 2.1% **retard de croissance** : 8.4% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 1.6%

Source : Gouvernement tunisien (MICS, 2018)

**Bons résultats**

- Tunisie : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Tunisie : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Tunisie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 100% des enfants en 2005.
- Tunisie : le large accès à des sources d'eau potable améliorées (98.2% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (90.9% en 2017) est à l'origine de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Tunisie : 98.1% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2011-2012.
- Tunisie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (99.9% en 2018) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Points à améliorer**

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (4.1% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Tunisie : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (13.6% des dépenses publiques en 2017) se rapprochent des engagements du gouvernement énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'Union africaine (15% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Tunisie : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Tunisie : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (XIIème Plan de Développement) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Tunisie : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Tunisie : ce pays n'a pas mis en place de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.


**Tunisie: Données clés**
**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	4.1%	2016	23e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	13.6%	2017	4e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2019	7e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Bon	2019	10e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	99.9%	2018	1er
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2018	2e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2016	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	100%	2005	1er
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	98.2%	2017	3e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	90.9%	2017	2e
Visites médicales pour les femmes enceintes	98.1%	2011-2012	4e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2010-2014	40e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2019	33e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2019	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Largement consacre dans le droit	2019	13e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel